

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 01 FÉVRIER 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **01 février à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Grand Salon d'Honneur de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 26 janvier 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 18h35), Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, MM. ROCH, MAUPOIX, TRIOLET, Mme MUNSTER, MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN.

Absents excusés : Mmes COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. BEAUJOIN, Mme KANOUTÉ, MM. HMISSI, ERRE.

Absente : Mme GOLLÈS.

8 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. FONTAINE (à partir de 18h35) ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. BEAUJOIN donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme KANOUTÉ donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. MOUTON.

Secrétaire de séance : Monsieur Laurent BURCKEL.

- N °5 -

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE T.S.U.R CŒUR GRAND EST – MODIFICATION STATUTAIRE RELATIVE AU PERIMÈTRE DU SYNDICAT MIXTE T.S.U.R CŒUR GRAND EST

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le Syndicat Mixte T.S.U.R Cœur Grand Est a été créé au 1^{er} juillet 2023 par arrêté inter préfectoral n° 52-2023-04-00065 du 7 avril 2023.

Par délibération du 4 décembre 2023, le Syndicat Mixte T.S.U.R Cœur Grand Est, a lancé une procédure de modification statutaire relative à l'article 2 des statuts du Syndicat, concernant le périmètre du Syndicat.

Ces modifications concernent un ajustement du périmètre du Syndicat Mixte, à la suite des délibérations reçues par les communes membres, manifestant leur souhait de sortir du Syndicat Mixte.

A cette occasion, le conseil syndical a validé un nouveau périmètre sans les communes suivantes :

Andernay
Brabant-le-Roi
Contrisson
Couvonges
Laheycourt
Laimont
Mognéville
Nettancourt
Neuville-sur-Ornain
Noyers-Auzécourt
Rancourt-sur-Ornain
Remennecourt
Revigny-sur-Ornain
Sommeilles
Vassincourt
Villers-aux-Vents
Ablancourt
Arzillières-Neuville
Aulnay-l'Aître
Bignicourt-sur-Marne
Blaise-sous-Arzillières
Bréban
Chapelaine
La Chaussée-sur-Marne
Corbeil
Couvrot
Drouilly
Frignicourt
Glannes
Loisy-sur-Marne
Le Meix-Tiercelin
Pringy
Les Rivières-Henrue
Saint-Chéron
Somsois
Songy
Soulanges
Arrigny
Sainte-Marie-du-Lac-Nuisement
Joinville
Nully
Vecqueville

Conformément aux articles L 5211-19 et suivants du Code général des collectivités territoriales, chaque conseil municipal des communes membres et conseil de communauté des communautés de communes ou d'agglomération membres dispose d'un délai de trois mois suivant la notification pour délibérer.

L'absence de vote d'une commune ou d'un EPCI compétent équivalait à un avis défavorable à la modification de périmètre.

Considérant que la commune de VITRY LE FRANÇOIS a toujours défendu le libre choix des communes et leur libre administration,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver les demandes de retrait du syndicat mixte des communes sortantes listées ci-dessus ;

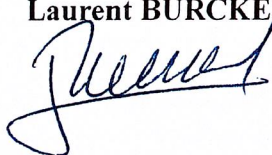
2°/ approuver la sortie des communes sans aucune condition financière ;

3°/ approuver la modification statutaire portant sur la nouvelle rédaction de l'article 2 des statuts du Syndicat Mixte T.S.U.R Cœur Grand Est ;


4°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à ces affaires.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

La secrétaire de séance,
Laurent BURCKEL



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE MAIRE,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 FEV. 2024
et de la publication le - 9 FEV. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.